

L'Express étudiant

À lire seulement sur
www.etudiant-ontario.ca

Vous pouvez lire les textes en ligne à
www.etudiant-ontario.ca

10^e année, n° 2 • Le jeudi 17 novembre 2011 • (613) 744-4800 • www.etudiant-ontario.ca • Tirage: 13 000



Franco-Cité

Les vendredis pour la Terre

Le Réseau des élèves du Conseil des écoles catholiques du Centre-Est (CECCE) a présenté Les vendredis pour la Terre aux élèves et accompagnateurs présents au cinquième stage de formation en leadership destiné aux gouvernements des élèves et conseils d'élèves (GDE et CDE) qui s'est déroulé au Lac Bark à Irondale, du 27 au 29 septembre 2011.

Les vendredis pour la Terre est une initiative née du mouvement de développement durable inauguré l'année dernière qui a pour but de sensibiliser les élèves aux problèmes environnementaux et les encourager à participer à des projets visant à minimiser l'empreinte

écologique des écoles.

Par exemple, une initiative demande aux classes d'éteindre le plus de lumière possible à tous les vendredis pour économiser l'électricité. Elle a déjà été mise sur pied dans plusieurs écoles du Conseil.

Durant la présentation animée par le Réseau des élèves au stage de formation au Lac Bark, les élèves des GDE et CDE de toutes les écoles se sont divisés en groupes pour élaborer d'autres idées et plans d'action pour Les vendredis pour la Terre. Ils ont rempli des fiches avec leurs activités, telles que l'ajout d'une plus grande variété de bacs de recyclage disponibles dans

les écoles et ont proposé des démarches pour atteindre ces buts. Toutes ces idées seront disponibles aux écoles pour leurs donner des pistes d'action.

Chaque participant a aussi reçu en cadeau le t-shirt des vendredis pour la Terre fait entièrement de bambou et de coton organique et qui porte le slogan : «Des vendredis sans regrets!» Chaque école a aussi reçu une boîte de t-shirts pour les distribuer à d'autres élèves des écoles.

Le Réseau des élèves, sous la nouvelle direction de Martin Laporte, est composé de deux ou trois élèves de chaque école secondaire du CECCE. Ils se rencontrent

mensuellement au Centre éducatif du CECCE discuter des situations de chaque GDE et CDE ainsi pour prendre certaines décisions face aux enjeux activités qui concernent les écoles.

Christine Molnar
Franco-Cité



Ce journal étudiant est rendu possible grâce à la généreuse participation de nos partenaires et de nos partenaires associés.

 **Desjardins**
Caisses populaires
Région d'Ottawa

 **mifo**

Conseil des
écoles publiques
de l'Est de l'Ontario



 **Collège Boréal**

 **uOttawa.ca**

 **la cité collégiale**
Le Collège des meilleures pratiques

 **CONSEIL DES
ÉCOLES CATHOLIQUE
DU CENTRE-EST**
Le meilleur conseil
qu'en puisse vous donner

Printed and distributed by NewspaperDirect
www.newspaperdirect.com US/Can: 1.877.880.4040 Intern: 800.4
COPYRIGHT AND PROTECTED BY APPLICABLE

Classement de l'article | 17 nov. 2011 | L'Express Ottawa | Benjamin Vachet
benjamin.vachet@transcontinental.ca

Au contact des pros

Quatre joueurs de l'équipe de volleyball du Programme sports-études de l'école secondaire catholique Franco-cité ont participé à une rencontre amicale avec les membres de l'équipe nationale de volleyball senior masculine.

Les élèves du Programme sports-études de l'école secondaire catholique Franco-cité, ainsi que les élèves des écoles élémentaires catholiques Marius- Barbeau et SainteBernadette ont pu admirer, en action, les membres de l'équipe nationale de volleyball senior masculine, le 10 novembre.

Parmi les deux équipes qui s'affrontaient en match amical, s'étaient également glissés quatre joueurs de l'équipe de volleyball de Franco- Cité. Patrick Goulet, Jordan Marchand, Tristan Timm et Caleb St-denis ont pu voir la marche qui leur reste à franchir pour atteindre le haut niveau.

« C'est la deuxième année qu'on organise un tel événement. Nous laissons le choix à nos joueurs de participer ou non, mais c'est un bon exercice des les exposer au haut niveau. À la différence du hockey, ils ne peuvent pas regarder les professionnels à l'oeuvre devant leur télé. Là, ils apprennent en regardant, voient la tactique et la technique des joueurs de haut niveau », explique Thierry Lavigne, entraîneur de l'équipe masculine sénior de volleyball de Franco- Cité, en compagnie de Réjean Godmaire.

Essoufflé entre les deux manches de cette partie amicale, Caleb St- Denis et Tristan Timm confient leurs impressions.

« Ça va vraiment vite. Le niveau est très différent de ce à quoi on est habitué. On voit les progrès qu'il nous reste à faire en technique, en vitesse... C'est incroyable ! Mais on a relevé le défi », lancent-ils fièrement.

Futurs internationaux

M. Lavigne est satisfait de l'attitude des ses joueurs. « Jouer devant toute l'école, c'est un peu stressant, mais ils ont adoré ça et j'espère reconduire cette expérience l'année prochaine ».

Si la venue de l'équipe nationale qui a terminé 6e des derniers Jeux Panaméricains au Mexique est instructive pour les jeunes élèves, elle l'est également pour les futurs internationaux.

« Cela fait partie de notre mandat de promouvoir le volleyball. Ça peut aussi nous permettre de repérer de futurs joueurs pour le centre d'entraînement, explique Vincent Pichette, entraîneur adjoint de l'équipe nationale de volleyball senior masculine. Les joueurs qui sont ici ont entre 21 et 23 ans. Ils s'entraînent à temps plein depuis septembre dans le cadre du programme de l'équipe nationale masculine, au centre d'entraînement à Gatineau. Une fois formés, ils participeront aux principaux championnats à travers le monde ».

Si aucun de ceux présents ne viennent de la région, M. Lavigne espère voir, un jour, l'un de ses élèves gravir la marche.



« Je pense que Patrick Goulet a le potentiel, mais cela dépend de plusieurs facteurs. Ce sont des grands gabarits et il faut beaucoup travailler pour arriver à ce niveau ».

Printed and distributed by NewspaperDirect | www.newspaperdirect.com, US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by applicable law.

St. Mary's dominates county championships

Posted 21 days ago

SEAN CHASE

schase@thedailyobserver.ca

LAURENTIAN VALLEY – St. Mary's Catholic Secondary School dominated the field at the Renfrew County Cross-country Championships last Friday, while Jeanne Lajoie elementary and Cobden District Public School won two divisions each.

The annual race of 21 county schools was held at Hugli's Blueberry Ranch.

Pembroke's Cathedral Catholic School won the 'B' girls division, while Highview Public School, Pine View Public School, Champlain Discovery Public School, L'Ecole Equinox and Our Lady of Sorrows Catholic School also took second place in team scoring.

The day belonged to St. Mary's, which also came in second in two other divisions, while Cobden District was the runners up in team points for the 'C' boys.

Here are the individual and team results:

In the Open Boys individual, Calvin Williams of Bishop Smith Catholic High School ran into first place, followed by Ben Lee and Connor Lee, both from St. Mary's. Winning the division was St. Mary's, followed by Champlain Discovery.

In the Open Girls individual, Cathedral's Erin Kelly took first, followed by Sophie Warren of Highview, and Ashlyn McClure from St. Michael's Catholic School. Cobden won the division, while St. Mary's took second place.

In the 'A' boys individual, Calvin Williams again took first place. In second place was Highview's Jacob Hardwick and in third was Connor Lee. St. Mary's took the team title with Highview as the runners-up.

Jeanne Lajoie's Erin Adam won the 'A' girls individual division, followed by Megan Tallon, also of Jeanne Lajoie, and Aly Pruszkowski of St. Mary's. Jeanne Lajoie won the team score followed by St. Mary's.

In the 'B' boys individual, Colin Edwards from Cobden won first place, followed by Michael Plazek of Our Lady of Lourdes Catholic School, and Kieran Alexander, also from Cobden.

Cathedral's Erin Kelly won the 'B' girls division. Coming in second place was Enya Schroeder of Jeanne Lajoie, and in third place was Morgan McGrath from St. Michael's. Cathedral won the team scoring, followed by Pine View.

Ben Lee won the 'C' boys division, followed by Chase Ogilvie from Petawawa's St. Francis of Assisi, and Kyle Veritt of Mackenzie Community School. The team winners were St. Mary's and Cobden District.

In the 'C' girls division, Cathedral's Lizzie Kelly took first place, followed by Cobden's Brianna Mitchel and Highview's Sophie Warren. The team winners were Cobden District and L'Ecole Equinox.

Sean Chase is a Daily Observer multimedia journalist

Copyright © 2011 The Daily Observer

17 novembre 2011 | Le Droit | PHILIPPE ORFALI PHILIPPE ORFALI | porfali@ledroit.com

La Loi 8 fait trembler l'université d'ottawa

Alors qu'elle est l'hôte aujourd'hui et demain d'un important colloque sur les 25 ans de la Loi sur les services en français, l'université d'ottawa a refusé et refuse toujours de s'y soumettre, de crainte de faire l'objet d'enquêtes du commissaire François Boileau, voire de poursuites, a appris Ledroit. Et ce, même si un avis juridique prône la désignation immédiate.



PATRICK WOODBURY, Archives Le Droit

Une désignation obligerait l'université d'ottawa à maintenir les services et cours actuellement dispensés en français, et à offrir tout nouveau service dans les deux langues.

Critiquée il y a quelques années en raison du fossé linguistique qui s'est établi entre étudiants francophones et anglophones, l'université n'a pas donné suite, depuis 2007, à l'une des recommandations les plus cruciales du Groupe de travail sur les programmes et services en français : celle de désigner « l'université canadienne » en vertu de la Loi sur les services en français de l'ontario (Loi 8).

Une désignation obligerait l'université à maintenir les services et cours actuellement dispensés en français, et à offrir tout nouveau service dans les deux langues.

Surtout, elle lancerait le message clair que le français importe pour l'établissement ottavien.

Dans un avis juridique confidentiel corédigé par l'ex-juge de la Cour suprême Michel Bastarache, dont Ledroit a obtenu copie, on souligne que cette désignation, en plus de cimenter le mandat de l'université « concernant la préservation et le développement de la culture française en Ontario », pourrait « servir de rempart contre la réduction ou l'élimination de programmes et services en langue française ».

Cela permettrait éventuellement d'obtenir un financement additionnel, en raison du rôle important de l'université au sein de la francophonie ontarienne.

L'avis juridique préconise la désignation partielle de l'université, jumelée d'une démarche visant à faire amender la Loi 8 pour en clarifier la portée et la modifier à certains égards. Les services les plus utilisés et les programmes et services les plus visibles de la maison d'enseignement auraient été les premiers à être assujettis à la Loi, en attendant que des modifications législatives permettent une

désignation complète.

« Un fardeau additionnel »

Mais la désignation inquiète l'université, à commencer par le recteur Allan Rock et les cinq vice-recteurs.

Dans une réponse formulée en début d'année à la Commission permanente des affaires francophones et des langues officielles de l'université, les six dirigeants refusent l'idée d'une désignation partielle, évoquant sur deux pages les aspects les plus litigieux de l'avis juridique pour justifier leur décision.

Au premier titre, c'est la possibilité que l'office des affaires francophones et le Commissariat aux services en français puissent faire enquête sur l'université qui semble expliquer le refus. « La portée de la loi est significative », y lit-on. « La désignation peut présenter un fardeau administratif additionnel pour l'université, dès lors qu'elle fait l'objet d'une enquête du commissaire. »

Dans un courriel, le porte-parole de l'université, Vincent Lamontagne, affirme que « La Loi sur les services en français n'a pas été développée afin de s'appliquer à des institutions postsecondaires ». Les collèges et universités sont pourtant explicitement évoqués dans la Loi. « D'ailleurs, très peu d'institutions y sont soumises, poursuit-il. L'université souhaite d'abord travailler en collaboration avec le gouvernement afin de voir s'il est possible de modifier la Loi. Nous souhaitons continuer à mettre en place des mécanismes internes de contrôle et d'évaluation. »



Frustrés de la lenteur du processus, certains programmes et facultés ont eux-mêmes commencé à étudier la possibilité de se désigner en vertu de la Loi. Ce serait le cas de la section de Common law de l'université, nous dit-on.

Printed and distributed by NewspaperDirect | www.newspaperdirect.com, US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by applicable law.

17 novembre 2011 | Le Droit

Les cadres unilingues de la Caisse apprendront le français

QUÉBEC – Sous le feu des critiques depuis quelques jours, la Caisse de dépôt et placement a décidé d'imposer à ses cadres anglophones unilingues un apprentissage intensif de la langue officielle du Québec.

Après 11 ans passés à Montréal, David Smith amorce à compter de maintenant un programme d'immersion de trois mois en français, alors que son collègue Kim Mcinnes va accélérer son apprentissage de la langue d'usage par le biais de cours privés.

« Ivanhoé Cambridge fait du français une préoccupation de tous les instants, et ce, à tous les niveaux de l'organisation », a souligné hier dans un communiqué Daniel Fournier, le président du conseil et chef de la direction d'Ivanhoé Cambridge, filiale immobilière de la Caisse.

Au terme de sa formation intensive de 90 jours, M. Smith reviendra occuper la fonction de vice-président exécutif aux ressources humaines chez Ivanhoé Cambridge, mais sa responsabilité sera circonscrite à la division internationale.

Un nouveau dirigeant – assurément en mesure de s'exprimer en français – sera recruté pour assumer la charge des ressources humaines au Québec.

De son côté, le président exploitation d'Ivanhoé Cambridge, Kim Mcinnes, va accélérer son apprentissage du français par le biais de cours privés et des périodes d'immersion régulières intégrées à sa charge de travail.

L'unilinguisme de ces deux cadres supérieurs de la Caisse de dépôt a soulevé les passions à l'assemblée nationale ces derniers jours.

Le premier ministre Jean Charest a même cru bon d'exiger que la Caisse corrige le tir et embauche dorénavant des dirigeants capables de s'exprimer en français.

« Que ce soit une personne ou deux personnes, ce n'est pas la question du nombre. Pour nous, il est important et impératif que la Caisse de dépôt prenne des mesures pour corriger la situation », a insisté M. Charest à l'assemblée nationale.

En vertu de l'article 101, la connaissance appropriée du français dans les administrations publiques est une condition d'embauche.

Le printemps dernier, l'anglophone unilingue David Smith a été préféré à deux francophones bilingues d'expérience pour devenir le chef des ressources humaines de la filiale immobilière de la Caisse de dépôt et placement du Québec (CDP), d'après ce que La Presse a rapporté, hier. Le choix de la direction a été fait dans le contexte du regroupement des diverses filiales immobilières de la Caisse.

David Smith ne parle pas le français bien qu'il demeure à Montréal depuis 11 ans, tout comme Kim Mcinnes, président de l'exploitation d'Ivanhoé Cambridge.



La Presse Canadienne

Printed and distributed by NewspaperDirect | www.newspaperdirect.com, US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by applicable law.

Lettre à l'éditeur

M. Royal Galipeau, Ai-je bien lu? « Je trouve que c'est de la démagogie crasse » - Royal Galipeau! » Mais M. Galipeau, en lisant le texte de Karine Régimbald dans le journal L'Express du 3 novembre dernier, c'est à croire qu'il s'agit de vos propres propos. Êtes-vous conscient des mots que vous utilisez?

DÉMAGOGIE : n. f. Attitude consistant à flatter les aspirations à la facilité ou les préjugés du plus grand nombre pour accroître sa

popularité, pour obtenir ou conserver le pouvoir. (Le Petit Larousse illustré 2004)

N'est-ce pas justement ce que vous faites en défendant la nomination d'un unilingue anglophone à un poste désigné BILINGUE? Vous ne pouvez pas comprendre dites-vous, que dans tous les candidats, il n'y ait pas un vérificateur bilingue aussi compétent (que M. Ferguson). Vraiment? Et pourtant vous avez soutenu ce choix auprès de vos collègues.

Que nos concitoyens anglophones aient parmi les leurs d'irréductibles opposés au bilinguisme est bien décevant, mais ne surprend aucunement, mais que le soutien à cette décision et que la défense et l'acceptation de ce candidat viennent d'un francophone,

cela dépasse l'entendement!

Quarante ans M. Galipeau. **QUARANTANS!** Vous entendez? Quarante années depuis que le bilinguisme est officiel et exigé pour les postes supérieurs de la fonction publique! Et il faut encore et encore aujourd'hui le défendre comme s'il n'était qu'un privilège.

Et vous dans tout cela, que faites-vous? De la démagogie pure et simple en cherchant à justifier une telle nomination et en condamnant ceux et celles qui s'y opposent.

Pauvre M. Ferguson. Pourquoi le soumettre à cette comédie en lui demandant d'apprendre une langue qu'il baragouinera après quelques exercices futiles et qui sera pour lui une perte

de temps « royale »? Les expériences passées ne suffisent-elles pas pour démontrer cette triste réalité?

Cette demande à M. Ferguson est d'ailleurs humiliante pour un homme de son âge qui aurait dû comprendre le message quarante ans passés. Vous trouvez « ça répréhensible » des élus se servant de la langue pour faire de la démagogie. Mais qui, bon sens, défendra les droits si ce ne sont pas nos élus? Si ce n'est vous?

Rhéal Sabourin, Orléans

Lire le texte complet au www.ExpressOttawa.ca



BIENVENUE DANS LA SECTION DES ANNONCES CLASSÉES

100 Immobilier achat/vente	550 Services financiers	Pour une visibilité accrue annoncez dans plus de 60 JOURNAUX OFFREZ-VOUS DES EXTRA ✓ Encadré ✓ Titre centré ✓ Couleur ✓ Caractères gras Informez-vous auprès de votre téléconseillère.
200 Immobilier Location	600 Marché de l'emploi	
300 Marchandises	700 Formation et Culture	
400 Services	800 Avis	
500 Services personnels	900 Véhicules	

➤ Les annonces classées, une **SOLUTION EFFICACE** pour des **RÉSULTATS RAPIDES**.
 ➤ Profitez des **CONSEILS** et de **L'EXPERTISE DE NOTRE PERSONNEL** courtois et expérimenté.
 ➤ De plus, votre annonce paraît **GRATUITEMENT** sur le site internet www.vosclassees.ca

APPELEZ SANS FRAIS AU 1-866-637-5236

À NOS ANNONCEURS: Assurez-vous que le texte de votre annonce est exact dès sa parution, sinon il faut nous en aviser immédiatement. En cas d'erreur, notre responsabilité se limite uniquement au montant de l'achat de la première semaine de parution de votre annonce. MARCHÉ DE L'EMPLOI: Toute discrimination est illégale. Les postes offerts dans nos rubriques sont ouverts également aux hommes et aux femmes.

HEURE DE TOMBÉE: MERCREDI 17H00

VISA MasterCard

Heures d'affaires du service téléphonique du lundi au vendredi de 8 h 30 à 17 h 00

DOUBLEMENT GAGNANT dans les éditions du **30 octobre** au **26 novembre 2011**

Placez une annonce classée dans votre **HEBDO** et courez la chance de gagner un certificat-cadeau d'une valeur de **650\$** à l'Auberge du Lac Taureau

LES ANNONCES CLASSÉES 1 866 637-5236

TIRAGE: 28 NOVEMBRE 2011 à 14 h.

Auberge du Lac Taureau et ses cendres

INDICE: BÂTEAU

205 Logements/appartements à louer	Entrepôts à louer	Santé	605 Emplois divers
---	-------------------	-------	---------------------------

PETIT bachelors pour 1 personne, aucune marche, chauffé/éclairé, câble inclus. 475\$. Libre, Hammond. 613-794-8550

ENTREPOSAGE de RV, roulotte, bateaux, etc. Intérieur ou extérieur. Aussi disponible mini-entrepôts de différentes grandeurs. Région Plante. 613-762-6769

RECHERCHONS 5 personnes désirants perdre 5 livres et plus avant Noël. Sécuritaire, règlementer par Santé Canada. sylviecoachpersonnel.com 1-877-742-7268

BESOIN de 500\$ et plus par mois, temps partiel, temps plein. Bâtissez votre retraite. Domaine nutrition. Formation gratuite. www.totaliberty.com 1-877-742-7268

svp **recycler** ce journal

4153743

Conseil des écoles publiques de l'Est de l'Ontario

Au CEPEO, la différence c'est l'équipe formidable de professionnels engagés et chaleureux où tous partagent une même vision : celle d'une éducation branchée sur l'avenir et axée sur l'excellence. Le réseau du CEPEO englobe plus d'une trentaine d'écoles élémentaires et secondaires solidement implantées dans l'Est ontarien et dessert plus de 11 000 élèves. Joignez-vous à l'équipe dynamique du CEPEO! **Le CEPEO est à la recherche de candidat(e)s pour combler:**

UN (1) POSTE DE BIBLIOTECHICIEN(NE) À 20 % DU TEMPS - Poste régulier, syndiqué
UN (1) POSTE DE BIBLIOTECHICIEN(NE) À 20 % DU TEMPS - Poste à terme, syndiqué
À noter que la date de fermeture de ces concours est le 18 novembre 2011 à 15 heures.

DES POSTES OCCASIONNELS D'ÉDUCATEUR (TRICE) EN PETITE ENFANCE - Postes occasionnels, syndiqués
À noter que la date de fermeture de ce concours est le 25 novembre 2011 à 15 heures

Veuillez consulter le site WEB du Conseil pour obtenir le numéro de dossier et les renseignements supplémentaires. www.cepeo.on.ca/conseil/carrieres/

Georges Orfali, Président
 François Benoit, Directeur de l'éducation et secrétaire-trésorier

Votre chance de faire la différence.

Saisissez votre chance de faire la différence dans votre carrière. Visitez la section « Joignez-vous à notre équipe » à hopitalmontfort.com Saisissez votre chance.

Hôpital Montfort

Gestionnaire, Archives cliniques - Archives médicales
 Infirmier(ère) praticien(ne) autorisé(e) Santé mentale, Urgence et Réadaptati
 Infirmier(ère) autorisé(e) - plusieurs services disponibles
 Secrétaire - Plusieurs postes disponibles
 Mécanicien du bâtiment
 Technicien en polysomnographie
 Thérapeute respiratoire
 Pharmacien(ne)
 Assistant(e) en pharmacie
 Archiviste médical(e)

17 novembre 2011 | Le Droit | FRANÇOIS PIERRE DUFAULT FRANÇOIS PIERRE DUFAULT
fpdufault@ledroit.com

L'avenir de L'U-PASS D'OC Transpo encore incertain

L'augmentation du tarif de l'uPASS D'OC Transpo de 145 \$ à 180 \$ par semestre ne passera pas le test d'un référendum, préviennent les associations étudiantes de l'université d'Ottawa (UD'O) et de l'université Carleton. Celles-ci prédisent qu'une majorité d'étudiants ne voudront pas payer plus cher alors que, dans bien des cas, ils n'ont plus droit à un service de transport en commun aussi fiable qu'avant.



Après avoir renoncé à une hausse de 3,63 \$ par semestre, l'an dernier, la commission du transport en commun de la Ville d'Ottawa revient à la charge, cette année, avec une hausse du prix du laissez-passer universitaire de l'ordre de 35 \$ par semestre, ou 70 \$ par année. La pilule est difficile à avaler, disent les étudiants.

« Les étudiants ne sont pas intéressés à payer 70 \$ de plus par année pour un service moindre », a lancé Chantle Beeso, de l'association étudiante de l'université Carleton, hier, devant les membres de la commission. Selon elle, bon nombre d'étudiants ont perdu foi en OC Transpo à la suite d'une « optimisation » de son réseau qui, en septembre, s'est traduite par l'élimination ou la consolidation de 120 trajets d'autobus.

Depuis deux ans, tous les étudiants inscrits à l'ud'o et à Carleton qui demeurent à Ottawa paient leur laissez-passer d'autobus semestriel à même leurs droits de scolarité.

La Ville d'Ottawa a lancé l'uPASS comme un projet pilote durant l'année scolaire 2010-2011. Elle a accepté d'en maintenir le prix à 145 \$ par semestre pour l'année 2011-2012, alors que son seuil de rentabilité aurait été de 175 \$. Offrir ce rabais aux étudiants a coûté 3 millions \$ au transporteur public, une somme amortie en quasi-totalité par les revenus d'un meilleur achalandage que prévu.

Les étudiants de l'ud'o et de Carleton n'échapperont pas à une hausse des tarifs s'ils veulent conserver leur U-PASS pour l'année 2012-2013. Ils devront se prononcer sur l'avenir de leur laissez-passer universitaire par le biais d'un référendum, à l'hiver, en même temps qu'ils éliront leur prochain exécutif étudiant.

Un vote en défaveur de L'U-PASS mettrait cependant OC Transpo dans l'embarras. La société de transport en commun a déjà prévu les revenus de la vente de quelque 50 000 laissez-passer universitaires dans son budget 2012. De plus, elle ne pourrait pas retourner aux laissez-passer étudiants conventionnels, encore utilisés par les étudiants de La Cité collégiale et du collège Algonquin, puisqu'elle prévoit les éliminer en mai prochain.

« Ce n'est pas un débat entre 145 \$ et 180 \$ par semestre. C'est plutôt un débat entre 180 \$ et plus de 350 \$ par semestre, soit le prix de quatre laissez-passer adultes », a précisé la présidente de la commission du transport en commun, Diane Deans. « Les étudiants doivent prendre conscience qu'ils ont droit à un rabais extraordinaire », a renchéri le conseiller Stephen Blais.



Dès le 1er janvier, OC Transpo compte également d'éliminer les laissez-passer annuels pour adultes et aînés, moins dispendieux qu'une douzaine de laissez-passer mensuels. Avec l'arrivée des cartes à puce PRESTO, au printemps, le directeur général Alain Mercier a dit vouloir simplifier la grille tarifaire du transporteur public en éliminant les « rabais par-dessus rabais ». Les tarifs d'autobus augmenteront en moyenne de 2,5 % à compter du 1er juillet 2012.

Printed and distributed by NewspaperDirect | www.newspaperdirect.com, US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by applicable law.

17 novembre 2011 | *Le Droit*

LES DÉPANNEURS REFUSERONT LES 100 \$

TORONTO – Même si les nouveaux billets de 100 \$ de polymère sont virtuellement impossibles à contrefaire, l'association canadienne des dépanneurs alimentaires (ACDA) déconseille à ses membres de les accepter ou de les utiliser. Selon Steve Tennant, un vice-président de l'organisation, c'est au nom de la sécurité de leurs employés et de la prévention financière que les dépanneurs du pays devraient mettre une croix sur ces coupures. L'ACDA regroupe plus de 31 000 membres à travers le Canada.

La Presse Canadienne

Printed and distributed by NewspaperDirect | www.newspaperdirect.com, US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by applicable law.

17 novembre 2011 | Le Droit | SIMON CREMER

Quatre ex-patients infectés à l'hépatite C

Scremer@ledroit.com scremer@ledroit.com

Les choses vont de mal en pis, pour la clinique de la Dre Christine Farazli. La docteure faisant déjà l'objet d'un recours collectif de plusieurs de ses ex-patients, on a appris hier que quatre d'entre eux sont atteints de l'hépatite C.



LE #1 DU CAMION EN OUTAOUAIS

Ford

CARLE

Ford

SOUVENT IMITÉ... JAMAIS ÉGALÉ !

PERSONNALISEZ VOTRE CAMION CHEZ CARLE FORD

Le 3 novembre dernier, un recours collectif a été déposé en Cour supérieure de l'ontario par

d'anciens patients de la gastro-entérologue Christine Farazli. Représentés par la firme Merchant Law, certains de ces patients ont entrepris cette démarche, réclamant 20 millions. Une inspection de l'ordre des médecins et chirurgiens de l'ontario avait révélé que la clinique avait fait preuve de négligence dans le nettoyage et la stérilisation de son équipement.

Près de 6800 patients avaient été avisés qu'ils pourraient être infectés à l'hépatite B, l'hépatite C ou le VIH à cause de cette négligence.

Hier, la firme Merchant Law a confirmé que certains de ces patients sont effectivement infectés. Il est cependant impossible de confirmer que cette infection est survenue à la clinique, ou dans un autre contexte.

« Au total, quatre personnes nous ont contactés, et ont l'hépatite C », explique Me Nicholas Robinson. L'avocat du groupe Merchant Law, en Saskatchewan, représente les patients qui participent au recours collectif.

Me Robinson a confirmé au Droit que le nombre de patients qui prennent part à ce recours ne cesse d'augmenter. À l'origine, une quarantaine de personnes avaient déjà fait des démarches auprès du cabinet de Me Robinson. « Aujourd'hui, c'est plus de 1000 patients qui participent », explique l'avocat.

Démarches de Santé publique

Ironie du sort, les ex-patients de cette clinique ont été invités par Santé publique Ottawa (SPO) à se faire tester pour l'hépatite B, C et le VIH.

À la suite de l'annonce d'hier, le docteur Izra Levy, médecin en chef chez Santé publique Ottawa, a fait état des démarches de son organisme jusqu'ici.

En tout, SPO a envoyé environ 7000 lettres à des patients de la clinique de la Dre Farazli. Une ligne dédiée à informer les patients a été mise en place.

Jusqu'à maintenant, selon SPO, 3400 patients ont subi des tests sanguins.

Printed and distributed by NewspaperDirect | www.newspaperdirect.com, US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by applicable law.